

QUELLE CGT VOULONS-NOUS ?

DES MILITANTS CGT DÉNONCENT L'EXPULSION DE LA BOURSE ET RÉFLÉCHISSENT SUR CE QU'ELLE RÉVÈLE DE L'ORIENTATION DE LA DIRECTION CONFÉDÉRALE

Nous, militants CGTistes dans les secteurs suivants : OPH, Aventis, Retraités, Éduc'action 93, St Gobain, CGT Montreuil, Comité de Sans-papiers grévistes de Viry Châtillon, engagés dans le soutien à la lutte des Sans-papiers, nous sommes réunis en réponse à l'appel du blog Ouvalacgt, 14 rue Baudelique à Paris 18^{ème}, pour faire le point sur les contradictions internes qui ont éclaté au grand jour dans la CGT depuis l'évacuation de la Bourse du travail, le 24 juin dernier et plus largement depuis la multiplication des luttes isolées notamment dans le secteur de l'industrie automobile.

Nous avons décidé d'élargir cette réflexion et de la partager avec tous les militants qui le souhaitent car nous sommes conscients de ne pas être les seuls dans notre Confédération à avoir été révoltés et par la forme qu'a pris cette expulsion et par le processus qui y a conduit, à ne pas être les seuls à refuser la stratégie perdante des luttes isolées, boîte par boîte.

Nous avons eu un échange approfondi sur les réactions des syndicats et collectifs auxquels nous appartenons face à la mise en œuvre brutale de l'orientation de la Confédération vis à vis de la Coordination des Sans Papier 75 (occupation de la Bourse par la CSP75 : lire l'historique en fin de tract) et des dégâts qu'elle a produits chez nos syndiqués.

Des militants sincères poursuivent leur soutien aux Sans-papiers, mais sans remettre en cause les orientations actuelles de la CGT. Nous sommes convaincus au contraire que ce qui s'est passé à la Bourse n'est pas de la responsabilité de quelques bureaucrates mais est significatif de l'orientation mise en œuvre par la direction de notre syndicat.

Cette orientation se trouve confirmée par d'autres actes de capitulation de la direction CGT dans la dernière période :

- absence de mobilisation générale après les grandes journées d'action de janvier et mars dernier ;
- absence de coordination des secteurs en lutte, en particulier dans l'automobile où les salariés sont touchés de plein fouet par la crise : PSA, Continental, sous traitants de Renault...
- absence de directives de lutte offrant des perspectives aux milliers de licenciés réduits à des gestes de désespoir pour attirer l'attention des médias, et à réclamer une prime de dédommagement alors que leur avenir et celui de leur famille est barré ;
- absence de défense des syndicalistes combattifs.

La responsabilité de la Confédération est clairement engagée, car seule la direction d'un syndicat interprofessionnel dispose de tous les réseaux et moyens nécessaires pour impulser rapidement et puissamment le mouvement d'ensemble qui s'impose.

L'appareil syndical n'appartient pas à quelques professionnels de la négociation. Il doit être aux mains de ceux qui en feront l'outil des combats de classe dans la période.

Nous invitons tous nos camarades CGTistes à engager au plus vite le débat à l'intérieur de leur syndicat afin de construire ensemble l'orientation de lutte de classe qui pourra seule nous permettre d'affronter la crise :

- vis à vis de l'ensemble des travailleurs touchés par cette crise : nous ne voulons plus d'une orientation confédérale qui nous maintient isolés secteur par secteur et qui négocie à froid dans notre dos. Nous n'attendons plus rien d'un syndicalisme d'accompagnement des régressions sociales qui s'inscrit de plus en plus ouvertement dans l'acceptation des exigences du patronat.

- en tant que CGTistes engagés dans ce combat, nous reconnaissons le rôle dirigeant des Sans-papiers dans la conduite de leur lutte pour la régularisation de tous ; des accords signés sans la présence d'aucun représentant des Sans-papiers ne sont pas légitimes. Des luttes pour défendre les Sans-papiers isolés, intérimaires ou chômeurs doivent être impulsées. Nous refusons de restreindre la défense des camarades Sans-papiers à l'application "réaliste" de critères Hortefeux dont on voit bien aujourd'hui où ils mènent.

Conscients de nos responsabilités de solidarité ouvrière avec les travailleurs en lutte avec ou sans papiers, nous appelons les syndicalistes à diffuser largement ce texte et à apporter leur propre contribution au débat. Nous vous invitons à prendre contact avec nous sur le blog : <http://ouvalacgt.over-blog.com> ou à l'adresse de RASCAS (Réseau d'Alerte et de Soutien de CGTistes Aux Sans-papiers) : rascas@rascas-cgt.fr.

**Nous invitons tous les camarades CGT investis dans le soutien aux Sans-papiers et qui condamnent l'opération commando de la Bourse du travail à nous rejoindre :
jeudi 24 septembre 18h au 14 rue Baudelique, Paris 18^{ème} (rendez-vous sous le porche).**

La lutte des Sans-papiers pour la régularisation de tous doit retrouver l'essor qu'elle avait pris début 2008, impulsée par nombre de militants qui y croyaient et soutenue par l'opinion publique en tant que lutte de travailleurs pour leurs droits fondamentaux.

Cet élan a été cassé par la direction de notre Confédération. La CGT doit reprendre ce combat avec tous les Sans-papiers.

Soyons clairs !

Il y a aujourd'hui dans la CGT deux conceptions, deux orientations qui s'affrontent :

Une qui privilégie les négociations dans les ministères, en s'appuyant sur des luttes qu'on laisse tomber dès qu'on a obtenu des miettes acceptables par la bourgeoisie et son gouvernement. Et une autre, de lutte de classe, qui impulse et soutient les luttes des travailleurs, comme l'ont fait de nombreux militants de base par des actions aux côtés des travailleurs Sans-papier pour leur régularisation.

Une qui se borne à l'accompagnement de la régularisation par le travail selon les critères Hortefeux, l'autre qui s'appuie sur cette brèche pour élargir la lutte à la régularisation de tous les Sans-papiers, conformément aux décisions du 48^{ème} congrès.

Une qui laisse les ouvriers de l'automobile se battre le dos au mur boîte par boîte, l'autre qui propose l'élargissement de la lutte des travailleurs licenciés à l'ensemble de la classe.

Une de compromis pourris avec le capital, l'autre de lutte des classes.

Nous avons choisi la seconde contre une direction confédérale qui a choisi la première.

Le véritable historique de l'occupation de la Bourse par la CSP75 doit être connu :

Quand le mouvement a été lancé par la CGT le 15 avril 2008, les délégués de la CSP75 se sont rendus à l'UD de Paris où ils ont été reçus le 17 avril par l'ex secrétaire général de l'UD et le secrétaire de l'UL de Massy. Les sans papiers leur ont rappelé leur attachement de longue date à l'UD de Paris, le nombre de réunions faites en commun, les manifestations où tous les collectifs parisiens défilaient sous les banderoles de l'UD CGT de Paris. Ils ont rappelé également qu'ils étaient syndiqués à la CGT, depuis plusieurs années pour certains d'entre eux. Conscients de l'importance du mouvement qui se déclenchait, ils ont demandé à être y intégrés. On leur a répondu d'aller eux-mêmes à la préfecture, mais en leur précisant qu'il y avait déjà le compte de dossiers convenus avec Hortefeux (1000) et qu'on n'avait donc pas besoin d'eux. En un mot, on les a envoyés balader... Quand ils se sont aperçus que, le 20 ou le 21 avril, Francine Blanche et Raymond Chauveau étaient allés chez Hortefeux et s'étaient mis d'accord sur ce dépôt unique de 1000 dossiers, ils se sont sentis trahis. D'où l'occupation de la Bourse.

Il devenait clair que l'objectif de la Confédéré n'était pas d'élargir le mouvement, alors qu'elle l'avait fait miroiter et que toutes les conditions étaient réunies... mais seulement de médiatiser quelques exemples symboliques et d'utiliser les Sans-papiers en tête des manifestations pour l'image. Comme disent les Sans-papiers, "ils ont fait de nous des hommes sandwich". La CGT a dépossédé les travailleurs Sans-papiers de leur lutte.

Clair aussi que les propositions de la CGT ne concernaient pas les travailleurs Sans-papiers isolés : aucune perspective de lutte collective ne leur était proposée, alors que leur isolement ne leur permettait ni d'obtenir le Cerfa par le patron, ni de faire grève.

L'ouverture de négociations directes avec le ministère sur la régularisation selon les critères Hortefeux dans le cadre de la politique d'immigration choisie rendait inutile pour la Confédération l'extension du mouvement des Sans-papiers à d'autres secteurs. Voire, elle devenait nuisible pour sa crédibilité de "syndicat responsable".

Tout cela n'est-il pas en totale contradiction avec les engagements du 48^{ème} Congrès à défendre la régularisation globale de TOUS les Sans-papiers ? Vous trouverez plus de détails et de nombreux textes sur le blog : <http://ouvalacgt.over-blog.com>

Soutien à la lutte de la CSP75 et des autres collectifs.

**Tous à la manifestation organisée par les Sans-papiers le 10 octobre
pour la régularisation de tous les Sans-papiers.**

rascas@rascas-cgt.fr

Pour nous contacter :

<http://ouvalacgt.over-blog.com>